

LA GRÈCE, DE L'ÉCRASEMENT DE LA RÉSISTANCE GRECQUE AU DÉNI DE DÉMOCRATIE EUROPÉEN

ENTRETIEN AVEC JOËLLE FONTAINE*

PROPOS RECUEILLIS PAR DANIEL ZAMORA**

À PROPOS DE

Joëlle Fontaine, *De la résistance à la guerre civile en Grèce. 1941-1946*, Paris, La fabrique, 2012, 384 p., 20 €

La situation actuelle de la Grèce s'éclaire singulièrement de la référence à son histoire, celle d'une nation qui n'a cessé, depuis le XIX^e siècle, de voir sa souveraineté déniée. De l'écrasement de la résistance grecque par les Alliés à la fin de la guerre au sabotage des possibilités d'évolution vers un régime démocratique, Joëlle Fontaine retrace l'histoire qui permet à l'Europe de prétendre aujourd'hui gérer autoritairement la Grèce et lui imposer des régressions sociales sans précédent.

La Grèce, un enjeu dans la Guerre froide

Votre livre sur la Grèce est édifiant. Au fond, comprendre l'histoire grecque est nécessaire pour comprendre le XX^e siècle. Vous dites d'ailleurs que la Guerre froide commence en Grèce. Pourquoi ?

Effectivement, on ne peut comprendre l'histoire de la Guerre froide, qui marque toute la seconde moitié du XX^e siècle, si l'on ignore – ou si l'on occulte délibérément – ce qui s'est passé en Grèce en 1944. L'opinion communément admise, déjà bien exposée par Churchill en mars 1946 dans son discours de Fulton, oppose les « démocraties occidentales », où règne la liberté, à la « sphère soviétique » où les peuples sont opprimés et où dominent des « gouvernements policiers ». Or c'est ce même homme qui, quelques mois auparavant, en décembre 1944, a détourné des troupes du front occidental alors en difficulté pour aller bombarder Athènes « *de la terre, de la mer et du ciel* », afin d'écraser la Résistance grecque ! Une Résistance qui selon lui menaçait les intérêts britanniques en Méditerranée orientale, chasse gardée de l'Empire. L'EAM, le grand Front de libération nationale grecque qui avait opposé pendant trois ans une résistance acharnée et massive aux occupants nazis, n'entendait pas en effet voir revenir à la tête du pays un roi honni par la population et compromis par son soutien au régime de dictature qu'avait connu la Grèce avant-guerre. Profondément implanté dans la population, il proposait, comme le Conseil National de la Résistance en France et la plupart des autres mouvements de Résistance

européens, de profonds changements démocratiques et sociaux. Il avait accepté de participer à un gouvernement d'union nationale et attendait d'une évolution démocratique appuyée sur des élections la réalisation de ses objectifs. Or c'est à ce processus que Churchill a mis brutalement fin par son intervention armée de décembre 1944, en contradiction complète avec les objectifs qu'il proclamait par ailleurs, par exemple dans la Charte de l'Atlantique signée avec Roosevelt en août 1941. Et lorsqu'il prononça son discours de Fulton, il osa ériger en exemple de « liberté » la Grèce, où venaient enfin d'avoir lieu des élections, mais dans une atmosphère de terreur et de fraudes sciemment entretenue par les autorités mises en place après le désarmement de la Résistance, en février 1945, appuyées sur les milices collaboratrices remises à l'honneur et sur les troupes britanniques qui continuaient à occuper le pays.

Cette violation brutale et meurtrière du droit des peuples à disposer du gouvernement de leur choix est incontestablement la première de la longue série de faits du même genre qui ont jalonné toute l'histoire de la Guerre froide. Et si la « sphère soviétique » n'en a pas été exempte, c'est en l'occurrence les Britanniques qui ont montré l'exemple, ce qui a permis par la suite à Staline de se prévaloir de cet précédent pour justifier ses propres interventions en Europe orientale, notamment en Pologne.

On peut même remonter un peu plus avant que décembre 1944, puisque Churchill avait, au mois d'avril de la même année, réprimé un soulèvement des forces armées grecques reconstituées en Égypte

*Joëlle Fontaine est diplômée de Sciences Po et agrégée. Elle a enseigné l'histoire en collège et lycée et travaille depuis longtemps sur la Résistance grecque. Elle a publié *L'Image du monde des Babyloniens à Newton* (avec Arkan Simaan, 1998).

**Daniel Zamora est chercheur en sociologie au GERME à l'Université Libre de Bruxelles.



après la défaite. Ces unités, qui avaient dès 1941 participé aux combats d'Afrique du Nord sous commandement anglais, réclamaient le remplacement des officiers royalistes par des éléments démocratiques et la constitution d'un gouvernement d'union nationale incluant la Résistance : ces revendications furent immédiatement réprimées, ce qui donna lieu à des mutineries et à une impitoyable intervention des troupes britanniques qui désarmèrent les rebelles et les internèrent dans divers camps des colonies anglaises d'Afrique. C'est d'ailleurs cette date d'avril 1944 qu'André Fontaine, dans son *Histoire de la Guerre froide*, retient comme celle de la première bataille de la Guerre froide.

En lisant votre ouvrage, on a presque l'impression que l'ennemi principal des Alliés n'était pas le nazisme mais le communisme. Qu'en pensez-vous ?

On ne peut pas exprimer les choses exactement de cette façon, mais on peut rappeler, d'abord, que dans les années précédant la guerre les gouvernements britannique et français ont toujours appliqué

le principe bien connu « Plutôt Hitler que Staline », laissant les mains libres au Führer, dont les ambitions déclarées se portaient vers l'est de l'Europe et vers l'URSS. En sont témoins la capitulation de Munich, les pactes anglo-allemand et franco-allemand qui se sont ensuivis, les tractations de la Grande-Bretagne avec l'Italie mussolinienne et le refus d'un véritable pacte d'assistance mutuelle avec l'URSS en cas d'attaque allemande – erreur stratégique fatale puisque cela eut pour conséquence le pacte germano-soviétique.

Le communisme, ennemi principal

Par ailleurs – et ceci est plus en rapport avec les événements que je décris dans mon livre –, la « Grande alliance contre le fascisme », dont l'idée a animé les mouvements de Résistance européens, ne pouvait être, comme l'a dit Eric Hobsbawm, qu'une « stupéfiante unité de contraires » dans laquelle les contradictions se sont vite fait sentir. Si la participation de l'URSS a fourni à Churchill un allié précieux au moment où il était seul à lutter contre l'Axe, il n'a pas pour autant abandonné l'anticommunisme



foncier qui l'avait poussé à prendre en 1919 la tête de la croisade antibolchevique. De façon générale, du côté anglo-saxon on ne croyait pas au début à une possible victoire soviétique, et l'idée était plutôt de laisser Allemands et Soviétiques s'épuiser mutuellement, plutôt que d'ouvrir rapidement le second front à l'ouest que Staline réclamait avec insistance. On connaît la phrase de Truman : « *Si nous voyons l'Allemagne gagner, nous devrions aider la Russie, et si la Russie est en train de gagner, nous devrions aider l'Allemagne, pour que le plus grand nombre possible périsse des deux côtés* ». Mais les victoires de Stalingrad et surtout de Koursk, en juillet 1943, ruinèrent ce scénario. À partir de là, il apparaissait clairement que l'URSS était en mesure de progresser considérablement hors de ses frontières, ce qui suscitait chez Churchill la hantise d'une « soviétisation » d'une partie de l'Europe, et notamment des Balkans auxquels il attachait une importance particulière. Il dit dans ses *Mémoires* : « *Le communisme dressait la tête derrière le front soviétique, tout grondant du tonnerre des canons : la Russie devenait la Rédemptrice, et le communisme, l'évangile qu'elle apportait* ».

L'objectif restait en principe la défaite du nazisme, mais, du côté anglo-saxon, il y a eu plusieurs tentatives de paix séparée avec l'Allemagne dénoncées par Staline (elles sont bien évoquées dans le livre de J. Pauwels, *Le Mythe de la bonne guerre*, que les éditions Aden ont publié en 2005) et il est évident que l'ennemi, pour Churchill, était maintenant au moins autant – si ce n'est plus – le communisme que le fascisme.

Les enjeux semblent pourtant assez contradictoires, entre, d'une part, les Américains, qui cherchent à étendre leur influence et, de l'autre, les Anglais, qui cherchent à ne pas la perdre. Comment ces différents intérêts ont-ils joué dans le cas de la Grèce ?

Au début des années 1940, la Méditerranée orientale restait une zone d'influence britannique et la Grèce y a toujours occupé une position stratégique de grande importance. Les Américains ne s'y introduisirent que progressivement, jusqu'à l'année 1947 où ils commencèrent à déployer leur 6^e flotte dans

cette zone. C'est cette année-là qu'ils intervinrent d'ailleurs directement en Grèce, prenant la relève des Britanniques qui ne pouvaient plus assurer le soutien de la droite grecque face aux résistants qui avaient repris le maquis l'année précédente, pour échapper à la terreur qui s'est abattue sur eux. Mais pendant la guerre, ils avaient pour l'essentiel laissé l'initiative aux Britanniques dans les affaires grecques, Roosevelt alternant, de manière pas toujours cohérente, soutien à Churchill (et même au roi de Grèce) et réserve, lorsque son partenaire britannique affirmait par trop crûment ses prétentions à garder sa zone d'influence. L'idée même de sphère d'influence était récusée par le secrétaire d'État, Cordell Hull, qui revendiquait la vision wilsonienne d'un monde ouvert, sans zones réservées à telle ou telle puissance coloniale entravant la pénétration des marchandises et des capitaux américains : on sait d'ailleurs que la Grande-Bretagne a dû se plier à cette exigence et accorder des bases aux États-Unis dans ses colonies d'Amérique pour obtenir le prêt-bail en mars 1941. Roosevelt mit en avant cette désapprobation des sphères d'influence pour refuser de participer à la conférence de Moscou en octobre 1944, où Churchill et Staline convinrent d'un « arrangement » concernant les Balkans, mais prêta ses bateaux et ses avions au Premier ministre britannique pour amener d'Italie en Grèce les troupes anglaises qui massacrèrent les résistants au mois de décembre suivant...

Des communistes hésitants et trop confiants dans une évolution démocratique

Loin d'une vision dogmatique et sectaire, vous dépeignez l'extrême prudence et l'ouverture dont font preuve les communistes. Cela n'a-t-il pas joué en leur défaveur ?

Contrairement à ce qu'ont affirmé les adversaires de l'EAM, celui-ci n'a jamais songé à prendre le pouvoir par la force, alors qu'il aurait pu le faire en octobre 1944, dans les jours qui ont suivi le retrait allemand d'Athènes : son bras armé, l'ELAS, contrôlait pratiquement tout le territoire de la Grèce et les forces britanniques dans ce pays étaient encore en petit nombre. En fait, les communistes qui participaient à la direction de l'EAM sont toujours restés fondamentalement fidèles à la stratégie frontiste définie dès 1934 par leur parti et par le Komintern : alliance entre partenaires d'idéologies différentes unis dans la lutte contre le fascisme et se proposant d'instaurer des changements sociaux et politiques par la voie démocratique et parlementaire. C'était aussi bien entendu le point de vue de leurs partenaires socialistes, qui les ont même poussés à des concessions qu'on peut juger excessives : par exemple la participation à un gouvernement d'union nationale constitué en Égypte, sous le patronage du roi et des Britanniques, alors que l'EAM avait créé en « Grèce libre », en mars 1944, un « gouvernement des montagnes » avec ses propres institutions d'auto-administration et avait même procédé à des élections.

EXTRAIT : « LA RACE DU MONDE LA PLUS PORTÉE À LA POLITIQUE »

Comment donc, d'un côté, s'entendre avec les Anglais et réaliser l'union nationale la plus large possible et, de l'autre, s'opposer au retour de la dictature et de la monarchie en s'appuyant sur la volonté populaire – alors que les partenaires sollicités par l'EAM [le Front de libération nationale grecque] en refusent à l'avance l'expression et sont bien décidés à l'empêcher par tous les moyens, y compris par la force ? Telle est l'impossible équation que doivent résoudre l'EAM et le KKE [le parti communiste grec], d'où leurs difficultés à définir une politique stable et cohérente. Il y a des moments de raidissement où ils engagent un rapport de force, donnant l'impression de vouloir s'imposer – ce que Pharakos appelle le « *syndrome du pouvoir* » et qui correspond aux aspirations d'une partie des militants communistes ; et d'autres où ils font au contraire des concessions excessives à l'objectif d'unité, comme le

réclament les dirigeants des petits partis socialistes membres de l'EAM.

De plus, les conditions de clandestinité entravent le fonctionnement démocratique des organismes dirigeants de l'EAM et d'un Parti communiste déjà fortement marqué par l'esprit de discipline : les responsabilités ont été concentrées dans les mains d'une petite poignée d'hommes, face à des adversaires redoutables et dans une situation exceptionnellement complexe et changeante, à laquelle ils n'ont pas toujours eu les capacités de faire face.

Jusqu'à l'été 1943, les Anglais sont surtout préoccupés par les intrigues qui se nouent au Caire autour du gouvernement Tsoudéros et des forces armées. C'est déjà, pour Churchill, le « *tourment grec* », titre du treizième chapitre du tome V de ses *Mémoires*, dont les premières phrases sont célèbres : « *Les Grecs sont, avec les Juifs, la*

race du monde la plus portée à la politique. Si désespérée que soit leur situation, si grave que soit le péril couru par leur pays, ils demeurent toujours divisés en nombreux partis, avec de nombreux chefs qui se combattent entre eux avec acharnement. » Vision méprisante, bien réductrice au vu de ce qui est en train de se passer dans les villes et les montagnes grecques – et même en Égypte. Car si effectivement de nombreux hommes politiques de la vieille école se pressent autour du gouvernement en exil pour tenter d'y obtenir un poste, les véritables questions sont clairement posées au sein des forces armées grecques immobilisées en différents lieux du Moyen-Orient.

Joëlle Fontaine, *De la résistance à la guerre civile en Grèce. 1941-1946*, Paris, La fabrique, 2012, p. 55-56.

Le problème a été que ni les Britanniques, ni la droite grecque qu'ils avaient réinstallée au pouvoir n'étaient prêts à accepter une évolution démocratique de la Grèce : elle avait toutes les chances, étant donné le poids de l'EAM, d'aboutir effectivement à de considérables changements par rapport à l'ordre ancien des choses. Mis devant cette « impossible équation », les communistes ont continuellement hésité entre l'unité à tout prix et la tentation d'établir un rapport de force pour contrer les tentatives évidentes de rétablissement de l'ancien régime.

Selon vous, quelles sont les causes de la défaite des partisans grecs ?

À la Libération, toujours au nom de l'unité antifasciste, l'EAM a accepté le débarquement des forces britanniques et du gouvernement d'union nationale constitué en Égypte, dans lequel il était peu représenté et qui était dirigé par un homme tout dévoué aux Anglais, Georges Papandréou. Non seulement les timides tentatives de réforme des ministres de l'EAM se sont heurtées à une opposition violente de la part des industriels et des spéculateurs enrichis pendant la guerre, mais de plus Papandréou et Scobie, le commandant des forces britanniques en Grèce, ont immédiatement exigé le désarmement des résistants, alors que les milices collaboratrices créées pendant la guerre continuaient à circuler impunément dans Athènes, armées jusqu'aux dents et pourchassant les partisans de l'EAM. Le refus de Papandréou et Scobie de procéder à un désarmement de tous les corps armés sans exception a conduit, au bout d'un mois de négociations sans résultat, à la démission des ministres de l'EAM du gouvernement et à une manifestation monstre à Athènes le 3 décembre, où la police n'a pas hésité à tirer, faisant une vingtaine de morts et plus d'une centaine de blessés. L'exaspération de la population était telle que les événements se sont enchaînés très rapidement à partir de là. Athènes et Le Pirée sont passés très vite presque entièrement aux mains des insurgés mais les dirigeants de la Résistance ont hésité une fois de plus entre négociation et offensive déterminée. Surtout, Churchill a jeté très vite des troupes considérables dans la bataille, jusqu'à 75 000 hommes s'ajoutant aux milices collaboratrices grecques, et il est même stupéfiant que les partisans athéniens aient réussi à tenir 33 jours face à cette force et à une puissance de feu sans aucun rapport avec la leur.

Cela dit, lorsqu'ils ont finalement accepté de rendre leurs armes unilatéralement en février 1945, le gouvernement « officiel » ne contrôlait vraiment que la capitale et l'EAM était toujours présent sur la presque totalité du territoire grec. Les dirigeants de

la Résistance n'ont pas voulu relancer dans la bataille une population épuisée et ruinée par la guerre et ont voulu croire à la possibilité d'une évolution pacifique. C'était sans compter sur l'acharnement de la droite grecque, épaulée et financée par les Britanniques toujours présents sur le terrain, qui a immédiatement déclenché une terreur sans précédent contre les résistants désarmés.

Churchill et la lutte contre la Résistance grecque

Un des personnages sur lequel on en apprend le plus dans votre livre est Churchill. Loin des portraits élogieux de nos manuels d'histoire, vous le décrivez presque comme un personnage d'extrême droite. Churchill n'est-il pas ce héros qui a tant fait pour la lutte contre le fascisme ?

Le rôle personnel de Churchill, notamment son entêtement incroyable concernant la question du roi, est très important dans l'affaire grecque. Son entourage, y compris Anthony Eden, le poussait à établir une régence pour calmer les inquiétudes de l'ensemble des démocrates grecs, et détourner ainsi les éléments les plus modérés de l'EAM de leur alliance avec les communistes. Mais Churchill s'y est toujours refusé, jusqu'à l'extrême fin de 1944, où il a opéré un retournement spectaculaire, mais bien tardif puisqu'on en était déjà à la quatrième semaine de combats acharnés dans la capitale et qu'il avait toujours refusé toute négociation avec l'EAM sur cette base.

Churchill est l'un de ces personnages historiques qui ont donné lieu aussi bien à l'admiration sans bornes de certains qu'à une « légende noire », tout à fait justifiée en ce qui concerne l'affaire grecque. Il y a fait preuve d'un cynisme inouï envers ces partisans alliés de l'Angleterre, qu'il a dû parfois féliciter mais qu'il a traité le plus souvent de bandits... mettant dans ses invectives tout le mépris – pour ne pas dire le racisme – des aristocrates de l'Empire envers les peuples colonisés. Il a employé tous les moyens pour diviser la Résistance grecque et a, dès l'été 1943, programmé l'intervention armée qui lui permettrait d'en venir à bout, après plusieurs mois de manœuvres politiques méthodiquement déployées, sachant parfaitement que cela plongerait le pays dans la guerre civile. Il suffit d'ailleurs de lire ses *Mémoires* – dans leur version intégrale – pour s'en convaincre. Il a systématiquement menti à ses collaborateurs, à Roosevelt, aux membres de la Chambre des Communes lors des débats houleux qui ont eu lieu à propos de la Grèce, se considérant comme seul habilité à prendre des décisions et faisant bien peu de cas de la démocratie dont il faisait de tels panégyriques. Le summum du

cynisme fut atteint lorsqu'il publia avec Roosevelt et Staline, à Yalta, le 12 février 1945, la Déclaration sur l'Europe libérée garantissant « *le droit de tous les peuples à choisir la forme de leur gouvernement* », le jour même où était signé à Varkiza l'accord qui entérinait la défaite de la Résistance.

Et si Churchill a certainement été un chef de guerre remarquable – encore que son entêtement dans la « stratégie périphérique » de débarquements en Méditerranée, au détriment d'une attaque de front de l'Allemagne par l'Atlantique, ait créé un certain nombre de problèmes –, ses motivations étaient assez loin de l'antifascisme affiché par la « Grande Alliance » : il a toujours été un grand admirateur de Mussolini, « *le plus grand législateur vivant* », « incarnation du génie romain », pour son efficacité dans la lutte contre le communisme, et il a eu tout au long de la guerre les meilleures paroles pour Franco... ce que lui reprochaient très souvent les parlementaires britanniques.

Le retrait de l'URSS

Votre ouvrage nous montre la (très) relative importance que l'Union Soviétique a donnée à la Grèce. Peut-on dire pour autant que l'URSS a « abandonné » la Grèce, comme on l'entend souvent ?

On ne peut pas dire que Staline a « abandonné » la Grèce, dans la mesure où les événements de décembre

1944 ont eu lieu en pleine guerre, à un moment où la priorité absolue pour l'URSS était de mettre fin à celle-ci, et où il était hors de question de fournir des prétextes à la rupture de cette Grande alliance si fragile. De toute façon, le messianisme révolutionnaire du Komintern, d'ailleurs dissous en 1943, n'était plus de mise depuis les années 1930 et les consignes

Churchill a toujours été un grand admirateur de Mussolini, « le plus grand législateur vivant », « incarnation du génie romain », pour son efficacité dans la lutte contre le communisme.

données par Moscou aux partis communistes étaient de participer aux gouvernements d'union nationale réunissant les partis alliés contre le fascisme. Staline se comportait fondamentalement en chef d'État réaliste, conscient des dispositions réelles de ses alliés à son égard et de leur supériorité aérienne et navale, et il tenait compte des sphères d'influence déjà établies avant la guerre : il était parfaitement au courant de l'importance que Churchill accordait à la Grèce, puisque d'ailleurs celui-ci lui proposa un arrangement à ce sujet dès le mois de mai 1944. Il ne put guère qu'en prendre acte, et cela lui permit de se réserver également

EXTRAIT : LE DIMANCHE SANGLANT

A lors que la tête de la manifestation était encore à 25 mètres environ, mon attention fut attirée par quelque chose qui ressemblait à un ordre, en grec, et qui venait du balcon au-dessus de moi. S. Barber, de la United Press, me dit plus tard que c'était un ordre d'ouvrir le feu, et tout de suite après les officiers de la police commencèrent à charger leurs armes, pas d'un seul mouvement comme le fait un corps discipliné, mais avec hésitation, l'un après l'autre, comme si certains d'entre eux n'étaient pas vraiment décidés à obéir. Je continuais à croire qu'il s'agissait d'une mesure préventive et je regardai à nouveau la foule qui s'approchait.

Ce qui suivit fut si irréel, si incroyable que cela ne pouvait arriver qu'au cinéma. Le détachement de policiers qui était au-dessus de moi tira en plein dans les manifestants [...]. J'avais vu des hommes que je connaissais et que j'aimais beaucoup mourir à mes côtés au combat, mais cela ne m'avait pas préparé à ce que je vis sur cette large avenue baignée de soleil, pour le malheur de gens

qui plaisaient et riaient, alors que les sons paisibles des cloches résonnaient encore dans l'air du dimanche. Au début je crus que la police tirait à blanc ou en l'air [...] mais le mal était fait. Des hommes, des femmes, des enfants, qui peu de temps auparavant criaient, pleins de vie, qui marchaient d'un pas décidé, qui riaient en faisant flotter leurs drapeaux et les nôtres, gisaient maintenant sur le sol [...]. Les tirs continuaient cependant, les balles sifflaient entre les hauts bâtiments [...]. Ce fut la panique, puis la fuite. En courant, les gens trébuchaient sur les corps pleins de sang [...].

Tout cela blessait profondément l'honneur des Anglais présents. Au début nous restâmes sans parole [...], mais nous commençâmes aussitôt à crier après les policiers [...]. Les tirs s'arrêtèrent. Les hommes commencèrent à se relever et à se regarder avec désespoir [...]. Plus de cent manifestants, hommes et femmes, gisaient morts ou blessés sur l'asphalte. Alors la foule est devenue furieuse. Des milliers de

bouches hurlaient des menaces et des défis à la police [...], entre-temps des tanks britanniques étaient arrivés et avaient pris position tout autour du bâtiment, formant un barrage d'acier pour protéger les deux côtés de la Direction de la police. Les manifestants restaient là, criant et pleurant, déchirant leurs chemises et hurlant : « Tirez, lâches, mercenaires de Papandréou ! » [...] La colère de la foule était telle que si cela n'avait tenu qu'à elle, la guerre civile aurait commencé immédiatement...

Récit par le lieutenant-colonel Byford-Jones de la répression d'une manifestation illégale le 3 décembre 1944 place Syntagma à Athènes, cité in Joëlle Fontaine, *De la résistance à la guerre civile en Grèce. 1941-1946*, Paris, La fabrique, 2012, p. 231-232.



des « droits d'intervention » dans la zone qu'il jugeait nécessaire à la sécurité de l'URSS (et qu'il occupait à l'automne 1944) : Roumanie, Bulgarie, Pologne. C'est pourquoi l'Armée rouge, qui atteignit la frontière de la Grèce à la mi-septembre 1944, s'en détourna immédiatement, au grand regret des résistants grecs, pour poursuivre sa route vers la Yougoslavie.

Ce qu'on pourrait reprocher aux dirigeants de l'URSS en revanche, c'est d'avoir accordé bien peu d'importance à ce petit pays et de n'avoir pas assez clairement fait savoir aux communistes grecs qu'ils ne pouvaient pas compter sur leur aide et qu'ils devaient donc prendre leurs décisions en conséquence. Il n'y a d'ailleurs pas eu de communication directe entre les communistes des deux pays pendant la guerre, il n'y a eu que des « signes » indirects que les résistants grecs ont hésité à interpréter, même quand ils ont appris par exemple que Togliatti participait depuis avril 1944 à un gouvernement mené par le compagnon de Mussolini, Badoglio, sous l'égide du roi d'Italie... Et

cela est l'une des causes des hésitations qui ont été les leurs tout au long de l'année 1944.

D'hier à aujourd'hui, histoire d'un déni de souveraineté

Votre livre n'est pas simplement historique, il nous donne des clés de compréhension de ce qui se passe actuellement. L'histoire grecque se répète-t-elle aujourd'hui ?

La situation actuelle de la Grèce tient naturellement à de nombreux facteurs dont beaucoup sont intervenus bien après tous ces événements. Il n'en reste pas moins qu'on ne peut comprendre ce pays si on ignore que la voie démocratique et réformatrice qu'il aurait pu prendre après la Libération, comme d'autres pays européens, lui a été interdite par cette intervention britannique et par tout ce qui s'est ensuivi pendant trente ans : une guerre civile de trois ans, de 1946 à

1949, qui a achevé de ruiner des régions entières; puis un régime « d'exception » étouffant toute expression libre et maintenant en prison ou en déportation les éléments les plus démocratiques, qui a finalement abouti à la dictature des colonels en 1967. Ce n'est qu'à partir de 1974 qu'a eu lieu un véritable changement, que les Grecs appellent la *metapolitevisi*, avec l'alternance au pouvoir de la Nouvelle Démocratie et du PASOK.

Mais entre-temps le pays s'était vidé de ses éléments les plus dynamiques, les dirigeants maintenus au pouvoir par les Anglais puis par les Américains considérant comme une « bénédiction de Dieu » l'émigration massive qui les soulageait de la pression sociale et politique toujours présente. C'est de cette période aussi que date l'existence dans ce petit pays d'une armée totalement surdimensionnée, à la fois pour faire barrage aux contestations internes et pour faire jouer à la Grèce son rôle de « bastion avancé du monde libre » sous l'égide de l'OTAN, qu'elle a intégré en 1952. Ce qui avait également l'avantage pour ses « protecteurs » de permettre de lui vendre quantité d'armements, en lui proposant les crédits appropriés...

Certes, il y a eu de grands changements après 1974 et un relatif renouvellement des élites dirigeantes – malgré le maintien de « dynasties » politiques comme celle des Papandréou et des Caramanlis. Mais la nécessaire réforme de l'État n'a pas eu lieu. Les tentatives de mise en place d'une administration efficace se sont heurtées au maintien du traditionnel clientélisme, les emplois pléthoriques dans les services publics relevant plus de la fidélité à tel ou tel responsable politique que de la compétence professionnelle.

Et ce que révèlent crûment les *Dékemvriana*, les « événements de décembre », comme disent les Grecs pour désigner les débuts de la guerre civile, c'est que la Grèce a toujours été un pays dominé, depuis sa création en 1830 où on lui a imposé un roi bavarois, jusqu'à la situation actuelle où ses puissants « partenaires » de l'Union européenne n'hésitent pas à enjoindre son Premier ministre de renoncer à consulter le peuple sur un programme de régression sociale sans précédent.

Histoire et avenir du fascisme en Grèce

Que représente exactement le groupe néo-nazi Chryssi Avyi, qui semble en pleine ascension ? Y a-t-il un péril fasciste aujourd'hui en Grèce ?

La Grèce a connu avant la guerre une dictature menée par le général Métaxas, qui admirait ouvertement Hitler et Mussolini mais n'a jamais pu disposer comme eux d'un parti de masse. L'idéologie fasciste a cependant pénétré l'armée à la fin des années 1930

et lorsque les Britanniques ont « aidé » à la reconstitution de celle-ci après la guerre, ils y ont maintenu les officiers les plus réactionnaires, écartant bien sûr tous ceux qui avaient au contraire participé à la Résistance. Il s'est développé dans l'armée des organisations secrètes d'extrême-droite comme l'IDEA qui est considérée comme étant à l'origine du coup d'État des colonels, en 1967.

C'est de la très petite organisation de jeunesse créée par l'un de ces colonels, l'EPEN (Union Politique Nationale), qu'est issu Michaloliakos, le leader de Chryssi Avyi. Il s'agit d'une organisation clairement néo-nazie, dont les membres défilent parfois en uniforme, armés, au pas de l'oie, dans les quartiers d'Athènes où se trouvent beaucoup d'immigrés. Elle vient d'obtenir presque 7 % aux élections du 6 mai, et il n'est pas impossible qu'elle se développe, dans la mesure où la Grèce a connu depuis une vingtaine d'années une immigration massive, portant officiellement le nombre d'étrangers à 1 600 000 (soit 1/6e de la population!). Ce sont ces étrangers, d'origines très diverses (depuis les Albanais, dont beaucoup sont relativement intégrés maintenant, jusqu'aux Afghans, aux Pakistanais, aux Philippins et aux Africains, plus récemment arrivés), dont Chryssi Avyi se propose de débarrasser le pays, au nom de la pureté du sang, et on sait le succès de ce genre de discours dans les périodes de crise. Il est même étonnant – et réconfortant – que les Grecs n'aient pas été très sensibles jusqu'à présent à cette dérive, mais qu'en sera-t-il avec l'approfondissement prévisible des difficultés énormes que connaît la population ? ■



